

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Paroisse de Lac-aux-Sables | 35010 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Manuella Perron, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Paroisse de Lac-aux-Sables pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 9 décembre 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers De la MUNICIPALITÉ DE LAC-AUX-SABLE (l'«entité»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de la variation des actifs nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE LAC-AUX-SABLES, au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de leur dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », la MUNICIPALITÉ DE LAC-AUX-SABLES n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et elle n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers en vertu de la norme. À cet égard, les états financiers dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. . Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montant des charges, de l'état des résultats, de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales et des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023, du passif au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, et de l'excédent accumulé au 1er janvier et 31 décembre 2024 et 2023. Nous avons exprimé par conséquent une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2023, en raison des incidences possibles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE LAC-AUX-SABLES inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent les résultats détaillés par organismes, l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes et l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes présentés aux pages S12, S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée à la page S23. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUILLE S.E.N.C.R.L. 1

Société de comptables professionnels agréés

Saint-Tite, le 9 décembre 2025

1: Par Joëlle Désaulniers, CPA auditrice

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	3 920 661	4 042 098	4 040 216
Compensations tenant lieu de taxes	2	112 475	117 580	109 340
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 578 170	1 360 437	1 424 361
Services rendus	5	374 031	512 000	516 810
Imposition de droits	6	144 820	250 058	164 025
Amendes et pénalités	7	7 500	27 916	13 036
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	7 500	71 012	87 246
Autres revenus	10	88 500	242 904	217 045
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 233 657	6 624 005	6 572 079
Charges				
Administration générale	14	848 081	931 497	871 526
Sécurité publique	15	935 525	763 211	795 285
Transport	16	1 465 960	2 087 166	1 769 672
Hygiène du milieu	17	1 332 580	1 209 467	1 356 447
Santé et bien-être	18	21 244	11 084	10 456
Aménagement, urbanisme et développement	19	209 180	181 626	184 417
Loisirs et culture	20	641 707	592 419	507 156
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	154 757	196 617	118 496
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 609 034	5 973 087	5 613 455
Excédent (déficit) lié aux activités	25	624 623	650 918	958 624
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		18 960 060	18 001 436
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		18 960 060	18 001 436
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		19 610 978	18 960 060

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 072 573	408 311
Débiteurs (note 5)	2	6 229 874	6 128 143
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	7 302 447	6 536 454
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	846 630	800 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	397 795	574 937
Revenus reportés (note 11)	12	278 056	273 087
Dette à long terme (note 12)	13	6 393 263	5 416 638
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	7 915 744	7 064 662
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(613 297)	(528 208)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	20 127 050	19 394 286
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	35 990	31 208
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	61 235	62 774
	23	20 224 275	19 488 268
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	19 610 978	18 960 060
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	19 610 978	18 960 060
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	19 610 978	18 960 060
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	624 623	650 918	958 624
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	1 684 850)(	1 630 365)(	2 118 089)
Produit de cession	3		49 877	5 789
Amortissement	4	817 457	895 923	829 342
(Gain) perte sur cession	5		(48 199)	(5 789)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(867 393)	(732 764)	(1 288 747)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(4 782)	(7 921)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		1 539	15 163
	13		(3 243)	7 242
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(242 770)	(85 089)	(322 881)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(528 208)	(205 327)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(528 208)	(205 327)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(613 297)	(528 208)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	650 918	958 624
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	895 923	829 342
Autres			
▪ Gain (perte) sur cession	3.1	(48 199)	(5 789)
	4	1 498 642	1 782 177
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(101 731)	(614 955)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(177 142)	(96 558)
Revenus reportés	8	4 969	70 827
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(4 782)	(7 921)
Autres actifs non financiers	12	1 539	15 163
	13	1 221 495	1 148 733
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	1 630 365)	(2 118 089)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	49 877	5 789
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 580 488)	(2 112 300)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 360 000	140 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	392 028)	(1 027 566)
Variation nette des emprunts temporaires	26	46 630	800 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	8 653	(17 305)
Autres			
▪	28.1		
	29	1 023 255	(104 871)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	664 262	(1 068 438)
Solde déjà établi	31	408 311	1 476 749
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	408 311	1 476 749
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 072 573	408 311

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité a été constituée en 1899, en vertu du Code municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent les résultats détaillés par organismes, l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes et l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes présentés aux pages S12, S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Municipalité de Lac-aux-Sables, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds local - réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

La municipalité de la paroisse de Lac-aux-Sables n'a aucun organisme dans son périmètre comptable qu'elle doit consolider.

b) Partenariats

TRANSACTIONS AVEC DES ORGANISMES MUNICIPAUX ET SUPRAMUNICIPAUX.

La municipalité est membre de la MRC de Mékinac qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu de la Loi sur l'aménagement est l'urbanisme. Les dépenses de l'organisme sont réparties sur différentes bases selon la catégorie à laquelle elles appartiennent. Ces bases sont : le nombre de municipalités, leur population respective et leur richesse foncière uniformisée.

La quote-part de la municipalité pour l'année 2024 s'est élevée à 315 196 \$ (267 579 \$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) Comptabilité d'exercice

Les organismes municipaux doivent utiliser la méthode de comptabilité d'exercice.

La comptabilité d'exercice consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs**Dettes à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers*Immobilisations corporelles*

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 et 10 ans

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Taxes

Le traitement comptable des taxes suit les normes du chapitre *SP 3510 – Recettes fiscales* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus de taxes doivent être constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux ou de tout autre document comprenant notamment le nom du débiteur, la base de taxation, les taux imposés par règlement afférents aux taxes foncières, aux taxes non foncières, et aux modes de tarification ainsi que le montant à payer.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées si elles ont fait l'objet d'une demande de paiement sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où une demande n'a plus à être adressée.

Transferts

Le traitement comptable des transferts suit les normes du chapitre *SP 3410 – Paiements de transfert* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus de transfert sont constatés sur la base de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où :

- les transferts ont été autorisés;
- les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est;
- il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Les revenus de transfert reçus avant que les critères de constatation des revenus n'aient été atteints doivent être présentés à titre de revenus reportés dans les états financiers tant que ces critères ne sont pas atteints.

Services rendus

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Droits de mutation immobilière

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'Officier de la publicité foncière.

Amendes

Le traitement comptable des amendes suit les normes du chapitre *SP 3400 – Revenus* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus d'amendes constituent des revenus tirés d'une opération sans obligation de prestation. La constatation de ces revenus doit se faire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- l'organisme municipal a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
- elle relève d'une opération ou d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Selon le paragraphe SP 3400.54, la date de l'infraction ne constitue pas nécessairement en soi l'événement passé, car l'amende ne constituait peut-être pas à cette date une créance exécutoire. Voici des événements avant lesquels il ne peut pas y avoir de créance exécutoire :

- l'assigné plaide coupable;
- le délai pour contester l'assignation expire;
- un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal.

Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels achetés

La cession d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels achetés se comptabilise à la date de l'acte de transfert.

Autres revenus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le traitement comptable des autres revenus suit les normes du chapitre *SP 3400 – Revenus* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus tirés d'une opération avec obligations de prestation sont constatés lorsque l'entité du secteur public remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services au payeur.

L'entité du secteur public doit constater comme revenu la portion du prix de transaction, soit le montant de la contrepartie que l'entité du secteur public s'attend à recevoir en échange de la fourniture des biens ou services promis au payeur, attribuée à l'obligation de prestation qui est remplie.

Les revenus tirés d'une opération sans obligations de prestation sont constatés les conditions suivantes sont réunies :

- a. l'entité du secteur public a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
- b. elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

L'entité du secteur public doit constater les revenus tirés d'opérations sans obligations de prestation à leur valeur de réalisation. Celle-ci représente l'avantage économique futur que l'entité du secteur public s'attend à obtenir.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent notamment des charges de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal reporte l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, les DCTP représentent aussi, en contrepartie, la part des frais reportés financés à long terme, essentiellement des frais d'émission de la dette à long terme, dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables pour le secteur public ainsi que des dépenses de fonctionnement non encore réalisées et par conséquent non encore imputées aux activités de fonctionnement bien qu'ayant déjà fait l'objet d'un financement à long terme.

Les composantes suivantes des DCTP font l'objet d'affectations dans la conciliation à des fins fiscales servant à établir l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales. Elles sont amorties de la façon indiquée ci-après :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement:
 - au fur et à mesure de la constatation ou de l'amortissement des charges correspondantes.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêts effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir et des compensations tenant lieu de taxes, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les dettes à long terme et les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement leur de leur comptabilisation initiale

J) Autres éléments

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

À compter du présent exercice, l'entité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400, *Revenus* du *Manuel de comptabilité de CPA Canada* pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation et à la présentation des revenus. Particulièrement, il différencie les revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation, appelées «opérations avec contrepartie», de ceux issus des opérations sans obligations de prestation, appelées «opérations sans contrepartie».

Opérations avec contrepartie

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la constatation du revenu tiré d'une opération avec obligations de prestation doit se faire lorsque l'entité du secteur public remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services au payeur.

L'entité du secteur public doit constater comme revenu la portion du prix de transaction, soit le montant de la contrepartie que l'entité du secteur public s'attend à recevoir en échange de la fourniture des biens ou services promis au payeur, attribuée à l'obligation de prestation qui est remplie.

Opérations sans contrepartie

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la constatation du revenu tiré d'une opération sans obligations de prestation doit se faire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a. l'entité du secteur public a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
- b. elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

L'entité du secteur public doit constater les revenus tirés d'opérations sans obligations de prestation à leur valeur de réalisation. Celle-ci représente l'avantage économique futur que l'entité du secteur public s'attend à obtenir.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de l'entité au 1er janvier 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 072 573	408 311
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 1 072 573	408 311
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 1 072 573	408 311
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 1 072 573	408 311
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

Il comprend également la trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés, soit les sommes monétaires qui sont dédiées à des fins particulières, notamment celles accumulées dans les réserves financières, le financement non utilisé et celles grevées d'une affectation d'origine externe accumulées dans les fonds réservés et les revenus reportés.

5. Débiteurs

	2024	2023
Taxes municipales	9 161 496	85 829
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 5 009 563	5 042 054
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12 678 401	697 618
Organismes municipaux	13 209 119	198 031
Autres		
▪ Mutations, intérêts et autres	14.1 171 295	104 611
	15 6 229 874	6 128 143
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16 3 537 507	3 896 793
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20 3 537 507	3 896 793
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	26 032
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22 257 967	250 170
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23 1 357 551	1 233 625
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24 3 077 342	3 427 922
Ministère de la Culture et des Communications	25	
Autres ministères/organismes	26 316 703	130 337
	27 5 009 563	5 042 054

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
		37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
		42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose de deux marges de crédit, l'une au montant autorisé de 846 630 \$, portant intérêts au taux préférentiel et l'autre au montant autorisé de 100 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	140 567	341 820
Salaires et avantages sociaux	44	128 841	140 106
Dépôts et retenues de garantie	45	13 199	15 742
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
Intérêts et frais courus	47.1	115 188	77 269
	48	397 795	574 937

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	5 976	24 231
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	162 230	145 400
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	56 367	34 884
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	53 483	68 572
	63	278 056	273 087

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne		4,57	2030	2041	64	6 401 915	5 433 943
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	6 401 915	5 433 943
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(8 652)	(17 305)
					72	6 393 263	5 416 638

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	441 732			441 732
2026	74	451 936			451 936
2027	75	429 140			429 140
2028	76	439 964			439 964
2029	77	464 300			464 300
2030 et plus	78	4 174 843			4 174 843
	79	6 401 915			6 401 915
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	6 401 915			6 401 915

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	44 705
Régimes de retraite des élus municipaux	89	41 515
	90	44 705
		41 515

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	6 576 249			6 576 249
Eaux usées	102	7 432 686	395		7 433 081
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	10 362 305	1 162 258		11 524 563
Autres					
▪ Autres	104.1	1 300 510	220 170		1 520 680
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 913 026	52 442		1 965 468
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 750 857	78 825	189 730	1 639 952
Ameublement et équipement de bureau	109	238 534	14 493		253 027
Machinerie, outillage et équipement divers	110	658 265	100 104		758 369
Terrains	111	171 034	1 678	1 678	171 034
Autres	112	426 179			426 179
	113	30 829 645	1 630 365	191 408	32 268 602
Immobilisations en cours	114				
	115	30 829 645	1 630 365	191 408	32 268 602
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 669 398	158 508		2 827 906
Eaux usées	117	3 270 275	73 392		3 343 667
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	2 268 159	191 250		2 459 409
Autres					
▪	119.1	916 516	160 277		1 076 793
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	600 113	53 419		653 532
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 077 912	105 064	189 730	993 246
Ameublement et équipement de bureau	124	281 484	92 506		373 990
Machinerie, outillage et équipement divers	125	351 502	61 507		413 009
Autres	126				
	127	11 435 359	895 923	189 730	12 141 552
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	19 394 286			20 127 050
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Immatriculation et logiciel mun	143.1	61 235
▪ Assurance + immatriculation Régie	143.2	
Autres		
▪	144.1	
	145	61 235
		62 774

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité a conclu des ententes à long terme pour divers services. Les versements futurs s'élèveront à 2 826 612 \$ comprennent les paiements suivants (excluant les taxes) pour les cinq prochains exercices :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2025	2026	2027	2028	2029
Enlèvement de la neige	586 740 \$	598 360 \$	606 944 \$	617 452 \$	417 115 \$
Total	586 740 \$	598 360 \$	606 944 \$	617 452 \$	417 115 \$

Programme d'habitation

De plus, la municipalité s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Lac-aux-Sables à combler 10% du déficit annuel de cet organisme, conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'Habitation du Québec.

Entente intermunicipale relative à l'alimentation en eau potable

La municipalité a signé une entente intermunicipale relative à l'alimentation en eau potable. Les dépenses sont réparties entre les municipalités qui participent à cette entente. La part de la municipalité pour l'année 2024 est de 8 027 \$ (9 147 \$ en 2023).

20. Droits contractuels

Dans le cadre du programme de subvention sur les infrastructures TECQ, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 1 149 924 \$ à la municipalité pour des travaux. La municipalité doit également investir 193 067 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2028. À la date des états financiers, aucun montant n'est comptabilisé par rapport à cette subvention.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Municipalité. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de vérification.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir et des compensations tenant lieu de taxes.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes à recevoir et les compensations tenant lieu de taxes est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024
Non en souffrance	91 749 \$
En souffrance :	
1 an	27 588 \$
2 ans	2 024 \$
3 ans et plus	7 102 \$
Moins la provision pour créances douteuses	20 361 \$

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	846 630 \$				846 630 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	397 949 \$				397 949 \$
Dettes à long terme	441 732 \$	881 076 \$	904 264 \$	4 174 841 \$	6 401 913 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % aux 31 décembre 2024 n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 745 661	3 862 762			3 862 762	3 890 605
Compensations tenant lieu de taxes	2	112 475	117 580			117 580	109 340
Quotes-parts	3						
Transferts	4	370 345	663 305			663 305	395 988
Services rendus	5	374 031	512 000			512 000	516 810
Imposition de droits	6	144 820	250 058			250 058	164 025
Amendes et pénalités	7	7 500	27 916			27 916	13 036
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	5 000	71 012			71 012	87 246
Autres revenus	10	88 500	133 949			133 949	190 925
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	4 848 332	5 638 582			5 638 582	5 367 975
Investissement							
Taxes	13	175 000	179 336			179 336	149 611
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 207 825	697 132			697 132	1 028 373
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		108 955			108 955	26 120
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	1 382 825	985 423			985 423	1 204 104
	22	6 231 157	6 624 005			6 624 005	6 572 079
Charges							
Administration générale	23	830 471	913 937	17 560		931 497	871 526
Sécurité publique	24	886 987	707 835	55 376		763 211	795 285
Transport	25	1 168 831	1 744 813	342 353		2 087 166	1 769 672
Hygiène du milieu	26	973 472	848 115	361 352		1 209 467	1 356 447
Santé et bien-être	27	21 200	11 084			11 084	10 456
Aménagement, urbanisme et développement	28	199 767	172 031	9 595		181 626	184 417
Loisirs et culture	29	556 092	482 732	109 687		592 419	507 156
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	154 757	196 617			196 617	118 496
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	817 457	895 923	(895 923)			
	34	5 609 034	5 973 087			5 973 087	5 613 455
Excédent (déficit) lié aux activités	35	622 123	650 918			650 918	958 624

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	622 123	650 918	958 624
Moins : revenus d'investissement	2 (	1 382 825)(	985 423)(	1 204 104)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(760 702)	(334 505)	(245 480)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	817 457	895 923	829 342
Produit de cession	5		49 877	5 789
(Gain) perte sur cession	6		(48 199)	(5 789)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	817 457	897 601	829 342
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		613 810	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	52 885)(	131 823)(	523 185)
	18	(52 885)	481 987	(523 185)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)()	345 938)(	74 459)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			535 324
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22		(133 081)	(134 942)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(363 060)	363 060
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		(842 079)	688 983
	26	764 572	537 509	995 140
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 870	203 004	749 660

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	985 423	1 204 104
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(37 302)	(170 211)
Sécurité publique	3	(86 083)	(605)
Transport	4	(1 290 154)	(1 769 300)
Hygiène du milieu	5	(24 452)	(135 915)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(192 374)	(42 058)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(1 630 365)	(2 118 089)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	746 190	140 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	345 938	74 459
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	5 089	245 864
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	36 823	
	19	387 850	320 323
	20	(496 325)	(1 657 766)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	489 098	(453 662)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 618 506	1 359 691	1 020 535
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	370 282	329 665	231 955
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 257 716	2 870 266	3 132 338
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	154 757	46 416	47 359
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		85 752	58 554
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		64 449	12 583
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	368 125	320 925	280 789
Transferts	15			
Autres	16	22 191		
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	817 457	895 923	829 342
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	5 609 034	5 973 087	5 613 455

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 055 083	980 876
Excédent de fonctionnement affecté	2	659 022	535 654
Réserves financières et fonds réservés	3	737 446	641 187
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(613 810)(	363 060)
Financement des investissements en cours	5		(489 335)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 773 237	17 654 738
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	19 610 978	18 960 060
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 055 083	980 876
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 055 083	980 876
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Surplus affectés	12.1	395 516	303 105
▪ Aqueduc HJ	12.2	157 230	126 273
▪ Immobilisations	12.3	106 276	106 276
	13	659 022	535 654
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	659 022	535 654

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Déchiqueteuse	17.1 3 496	3 496
▪ SISEM	17.2 372 781	328 486
	18 376 277	331 982
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 87 095	61 327
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23 59 029	59 029
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 9 000	9 000
Autres		
▪ Bassins aérés	30.1 109 934	99 968
▪ Nautique	30.2 12 376	7 676
▪ Hygiène du milieu	30.3 53 735	72 205
▪ Camion incendie	30.4 30 000	
	31 361 169	309 205
	32 737 446	641 187

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪ DCTP	55.1 (	613 810)(
	56 (	613 810)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	(363 060)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	(363 060)
	63 (	613 810)(
		363 060)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 ()	(489 335)
	66	(489 335)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	20 127 050
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	20 127 050
	73	19 394 286
Ajustements aux éléments d'actif	74	20 127 050
	74	19 394 286
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (	6 393 263)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	8 652)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	3 375 264
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	672 838
	80 (	2 353 813)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 () (
	82 (	2 353 813)(
	83	17 773 237
		17 654 738

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104			
Description des régimes et autres renseignements				
			2024	2023
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105			
Régime de retraite par financement salarial	106			
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107			
Régime de retraite à prestations cibles	108			
Autres régimes	109			
	110			

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111			
Description des régimes et autres renseignements				
Versement d'une cotisation au REER des employés (6.0 %) et cadres représentant (6.5 %) du salaire annuel.				
			2024	2023
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	44 705	41 515	
Régime de retraite simplifié	113			
REER	114			
Autres régimes	115			
	116	44 705	41 515	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

			2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117			
Description du régime				
			2024	2023
Cotisations des élus au RREM				
	118			
Charge de l'exercice				
Contributions de l'employeur au RREM				
Contributions de l'employeur au RREM	119			
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120			
	121			

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 680 071	2 520 316
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	24 816	72 195
Activités de fonctionnement	3	19 611	20 268
Activités d'investissement	4	179 336	149 611
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	2 903 834	2 762 390
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	156 429	129 540
Égout	13	108 293	83 617
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	399 777	361 867
Autres			
▪ Contribution SQ	16.1	239 796	244 207
▪ Roulottes	16.2	919	1 423
▪ Hervey Jonction	16.3	3 777	3 511
▪ Gestion boues fosses	16.4	152 961	148 963
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 268	8 228
Service de la dette	18	19 064	280 773
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20	47 980	15 697
Activités d'investissement	21		
	22	1 138 264	1 277 826
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	1 138 264	1 277 826
	27	4 042 098	4 040 216

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	8 245	6 812
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30	71 576	71 576
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	20 765	14 411
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	100 586	92 799
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	524	523
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	760	924
Taxes d'affaires	38		
	39	1 284	1 447
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44	15 710	15 094
	45	15 710	15 094
	46	117 580	109 340

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	9 939	4 273
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile	51	116 675	72 230
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	257 359	209 558
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64		
Traitement des eaux usées	65	126 872	46 394
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73	11 816	13 328
Autres	74		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	(2 625)
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	
Rénovation urbaine	80	
Promotion et développement économique	81	
Autres	82	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	
Activités culturelles		
Bibliothèques	84	
Autres	85	
Réseau d'électricité	86	
	87	
	522 661	343 158

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	61 433
Sécurité publique		18 077
Police	89	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	90	
Autres	91	
Sécurité civile	92	600 105
Autres	93	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	94	25 518
Enlèvement de la neige	95	
Autres	96	1 010 296
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	97	
Transport adapté	98	
Transport scolaire	99	
Autres	100	
Transport aérien	101	
Transport par eau	102	
Autres	103	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	
Réseau de distribution de l'eau potable	105	
Traitement des eaux usées	106	
Réseaux d'égout	107	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	108	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	109	
Tri et conditionnement	110	
Autres	111	
Autres	112	
Cours d'eau	113	
Protection de l'environnement	114	
Autres	115	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	116	
Autres	117	
Sécurité du revenu		
Autres	118	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage		
Rénovation urbaine	120	
Promotion et développement économique	121	
Autres	122	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	123	10 076
Activités culturelles		
Bibliothèques	124	
Autres	125	
Réseau d'électricité		
	126	
	127	
	128	
	697 132	1 028 373

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	64 954	28 216
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	75 690	24 614
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138		
	139	140 644	52 830
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 360 437	1 424 361

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147	258 101	277 554
Sécurité civile	148	29 652	2 638
Autres	149		
	150	287 753	280 192
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151	32 881	56 805
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156	32 881	56 805
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158	17 459	27 766
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161	84 065	72 289
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	101 524	100 055

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	170	
Autres	171	
Autres	172	
	173	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	179	100
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	100
Réseau d'électricité	183	
	184	
	422 158	437 152

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	53 811	45 621
	188	53 811	45 621
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191	151	486
Sécurité civile	192		
Autres	193		
	194	151	486
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205		
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207	2 352	2 852
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208	1 871	2 760
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212		
Autres	213	2 392	1 124
	214	6 615	6 736

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220	705	1 410
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223		
	224	705	1 410
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225	27 704	24 658
Activités culturelles			
Bibliothèques	226	856	747
Autres	227		
	228	28 560	25 405
Réseau d'électricité			
	229		
	230	89 842	79 658
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	512 000	516 810

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	48 731	46 268
Droits de mutation immobilière	233	201 327	117 757
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	250 058	164 025
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237	27 916	13 036
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	238		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	239	71 012	87 246
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	48 199	5 789
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246	38 888	38 656
Autres contributions	247	108 955	26 120
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	46 862	146 480
	250	242 904	217 045
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	85 063	1 003	86 066	77 728
Greffe et application de la loi	2	75 021		75 021	56 975
Gestion financière et administrative	3	519 205	16 557	535 762	509 086
Évaluation	4	105 864		105 864	87 639
Gestion du personnel	5	28 661		28 661	47 438
Autres					
▪	6.1	100 123		100 123	92 660
	7	913 937	17 560	931 497	871 526
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	248 202		248 202	237 927
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	397 321	38 791	436 112	488 876
Sécurité civile	11	54 348	16 585	70 933	57 951
Autres	12	7 964		7 964	10 531
	13	707 835	55 376	763 211	795 285
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 224 528	319 773	1 544 301	1 266 339
Enlèvement de la neige	15	503 738	22 580	526 318	467 228
Éclairage des rues	16	6 106		6 106	6 620
Circulation et stationnement	17	4 893		4 893	24 482
Transport collectif					
Transport en commun	18	5 548		5 548	5 003
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	1 744 813	342 353	2 087 166	1 769 672

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	69 294	72 841	142 135	153 214
Réseau de distribution de l'eau potable	24	58 061	89 785	147 846	162 124
Traitement des eaux usées	25	32 743	79 797	112 540	107 267
Réseaux d'égout	26	182 452	75 180	257 632	261 750
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	163 776	41 588	205 364	302 498
Élimination	28	143 916		143 916	161 692
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	161 071		161 071	168 623
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33	2 097		2 097	3 376
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau					
Protection de l'environnement	37				
Autres	38	681	2 161	2 842	2 695
Autres	39	34 024		34 024	33 208
	40	848 115	361 352	1 209 467	1 356 447
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	7 804		7 804	5 973
Autres	42				
Sécurité du revenu					
Autres	43				
	44	3 280		3 280	4 483
	45	11 084		11 084	10 456

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalizations 2024			Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	147 137	3 130	150 267	145 754
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	18 417	6 465	24 882	22 190
Tourisme	50				
Autres	51	6 477		6 477	13 974
Autres	52				2 499
	53	172 031	9 595	181 626	184 417
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	55 137	100 797	155 934	124 631
Patinoires intérieures et extérieures	55				
Piscines, plages et ports de plaisance	56				
Parcs et terrains de jeux	57	223 590		223 590	220 259
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60	60 252		60 252	58 328
	61	338 979	100 797	439 776	403 218
Activités culturelles					
Centres communautaires	62	25 291		25 291	14 806
Bibliothèques	63	36 687	1 257	37 944	30 023
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66	81 775	7 633	89 408	59 109
	67	143 753	8 890	152 643	103 938
	68	482 732	109 687	592 419	507 156

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	132 168		132 168	105 913
Autres frais	71				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73	64 449		64 449	12 583
	74	196 617		196 617	118 496
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	895 923 (	895 923)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		4 703
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	395	114 068
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	1 647	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 162 258	1 651 637
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	190 561	15 846
Autres infrastructures	11	27 962	22 104
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	52 442	3 675
Édifices communautaires et récréatifs	14		134 898
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	78 825	70 967
Ameublement et équipement de bureau	18	14 493	5 798
Machinerie, outillage et équipement divers	19	100 104	63 852
Terrains	20	1 678	30 541
Autres	21		
	22	1 630 365	2 118 089

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		4 703
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	395	114 068
Autres infrastructures	5	1 382 428	1 689 587
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	247 542	309 731
	12	1 630 365	2 118 089

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	59 028			59 028
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	615 538	1 360 000	51 910	1 923 628
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 124 010		80 015	1 043 995
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 798 576	1 360 000	131 925	3 026 651
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 896 793		359 286	3 537 507
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 896 793		359 286	3 537 507
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	(261 426)		(99 183)	(162 243)
	15	3 635 367		260 103	3 375 264
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 635 367		260 103	3 375 264
	19	5 433 943	1 360 000	392 028	6 401 915
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	5 433 943	1 360 000	392 028	6 401 915

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	6 401 915
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	613 810
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	59 028
Débiteurs	8	3 537 507
Autres montants	9	(162 243)
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	3 581 433
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	3 581 433
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	224 882
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	3 806 315
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	3 806 315
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	87 278	73 803
Autres	3	32 128	29 262
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	3 673	7 645
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	5 548	5 003
Autres	10	5 176	4 041
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11	8 027	9 559
Matières résiduelles	12	158 048	131 205
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Habitation	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18		
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	18 417	15 816
Autres	21		2 499
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23	2 630	1 956
Réseau d'électricité	24		
	25	320 925	280 789

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 630 365	2 118 089
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 630 365	2 118 089

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	6,00	37,50	9 839,25	435 890	105 445	541 335
Professionnels	2						
Cols blancs	3	15,00	35,00	9 240,00	230 395	45 111	275 506
Cols bleus	4	10,00	37,50	11 245,00	548 885	159 394	708 279
Policiers	5						
Pompiers	6	26,00	3,00	2 599,00	63 913	14 699	78 612
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	57,00		32 923,25	1 279 083	324 649	1 603 732
Élus	9	7,00			80 608	5 016	85 624
	10	64,00			1 359 691	329 665	1 689 356

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4	126 872				126 872
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	471 479	679 412	17 720	64 954	1 233 565
	7	598 351	679 412	17 720	64 954	1 360 437

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	64 449	12 583
	4	64 449	12 583
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		214
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		214
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	83 612	57 601
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	83 612	57 601
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	24 257	26 043
Réseau de distribution de l'eau potable	18		168
Traitement des eaux usées	19	24 299	21 887
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	48 556	48 098
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	196 617	118 496

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Yvon Bourassa	1.1 Maire	17 132	8 566	7 300	3 650
Alex Bronsard	1.2 Conseiller	6 266	3 133		
Nicolas Hamelin	1.3 Conseiller	5 145	3 018		
Yvan Hamelin	1.4 Conseiller	6 266	3 133		
Daniel Beapré	1.5 Conseiller	6 209	3 104		
Suzanne Béland	1.6 Conseiller	6 266	3 133		
Dominique Lavallée	1.7 Conseiller	6 162	3 075		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	200 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	15 943 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 39 835 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 54 716 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 3 920 661 \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- Taxe foncière: 2 799 885 \$
- Taxe spéciale au service de la dette, à l'unité: 1 109 309 \$
- Taxe de secteur, à l'unité: 11 467 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :
- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 52
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 53 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 54
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 55
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 56
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 57 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 58
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 59 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 60
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 61 _____ \$
- b) autres formes d'aide 62 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 63
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 164 673 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 182 714 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 2 832 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 67 020 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 62 216 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 74 890 \$
 - Abords de routes 77 4 111 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 211 069 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 393 783 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 2025-09-198

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-09-09

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 2019-11-344

b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-11-12

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 1

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 163

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

La question 16 s'applique aux MRC seulement

97

X

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-12-09

Nom du signataire : Manuella Perron

Fonction du signataire : Directrice générale greffière-trésorière

Date de transmission au Ministère : 2026-01-05

Date et heure de la dernière modification : 2026-01-05 15:03

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	4 848 332	5 638 582	5 367 975
Investissement	2	1 382 825	985 423	1 204 104
	3	6 231 157	6 624 005	6 572 079
Charges				
	4	5 609 034	5 973 087	5 613 455
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	622 123	650 918	958 624
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 382 825)(	985 423)(	1 204 104)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(760 702)	(334 505)	(245 480)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	817 457	895 923	829 342
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		613 810	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	52 885)(	131 823)(	523 185)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	345 938)(	74 459)
Excédent (déficit) accumulé	12		(496 141)	763 442
Autres éléments de conciliation	13		1 678	
	14	764 572	537 509	995 140
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15	3 870	203 004	749 660

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 072 573	408 311
Débiteurs	2	6 229 874	6 128 143
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	7 302 447	6 536 454
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8	846 630	800 000
Créditeurs et charges à payer	9	397 795	574 937
Revenus reportés	10	278 056	273 087
Dettes à long terme	11	6 393 263	5 416 638
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	7 915 744	7 064 662
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(613 297)	(528 208)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	20 127 050	19 394 286
Autres	17	97 225	93 982
	18	20 224 275	19 488 268
Excédent (déficit) accumulé	19	19 610 978	18 960 060

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 055 083	980 876
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Surplus affectés	2.1	395 516	303 105
▪ Aqueduc HJ	2.2	157 230	126 273
▪ Immobilisations	2.3	106 276	106 276
	3	659 022	535 654
Réserves financières			
▪ Déchiqueteuse	4.1	3 496	3 496
▪ SISEM	4.2	372 781	328 486
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	87 095	61 327
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	59 029	59 029
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	9 000	9 000
Autres			
▪ Bassins aérés	10.1	109 934	99 968
▪ Nautique	10.2	12 376	7 676
▪ Hygiène du milieu	10.3	53 735	72 205
▪ Camion incendie	10.4	30 000	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(613 810)	(363 060)
Financement des investissements en cours	12		(489 335)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	17 773 237	17 654 738
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	19 610 978	18 960 060

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	3 581 433
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	3 806 315

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	59 028	59 028
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 043 995	1 124 010
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 923 628	615 538
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 537 507	3 896 793
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	(162 243)	(261 426)
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	6 401 915	5 433 943

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	3 745 661	3 862 762	3 890 605
Compensations tenant lieu de taxes	13	112 475	117 580	109 340
Quotes-parts	14			
Transferts	15	370 345	663 305	395 988
Services rendus	16	374 031	512 000	516 810
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	152 320	277 974	177 061
Autres	18	93 500	204 961	278 171
	19	4 848 332	5 638 582	5 367 975
Investissement				
Taxes	20	175 000	179 336	149 611
Quotes-parts	21			
Transferts	22	1 207 825	697 132	1 028 373
Autres	23		108 955	26 120
	24	1 382 825	985 423	1 204 104
	25	6 231 157	6 624 005	6 572 079

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	913 937	17 560	931 497	871 526
Sécurité publique					
Police	2	248 202		248 202	237 927
Sécurité incendie	3	397 321	38 791	436 112	488 876
Autres	4	62 312	16 585	78 897	68 482
Transport					
Réseau routier	5	1 739 265	342 353	2 081 618	1 764 669
Transport collectif	6	5 548		5 548	5 003
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	342 550	317 603	660 153	684 355
Matières résiduelles	9	470 860	41 588	512 448	636 189
Autres	10	34 705	2 161	36 866	35 903
Santé et bien-être	11	11 084		11 084	10 456
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	147 137	3 130	150 267	145 754
Promotion et développement économique	13	24 894	6 465	31 359	36 164
Autres	14				2 499
Loisirs et culture	15	482 732	109 687	592 419	507 156
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	196 617		196 617	118 496
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	5 077 164	895 923	5 973 087	5 613 455
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	895 923 (	895 923)		
	21	5 973 087		5 973 087	5 613 455

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	985 423	1 204 104
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 630 365)(	2 118 089)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	746 190	140 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	345 938	74 459
Excédent accumulé	6	41 912	245 864
	7	(496 325)	(1 657 766)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	489 098	(453 662)

Extrait du rapport financier, page S14